

**Le black bloc depuis votre fauteuil!
Faire un black bloc tout en regardant
du riot porn sur Russian Today,
c'est possible, avec RIOT-START !**

Quoi de plus désagréable que de rentrer de manif en sentant la lacrymo ou le plastique brûlé ?
Quoi de plus désagréable que de souffrir des courbatures d'une journée trop longue à se faire courser par les bacqueux ?

Fini tout ça : grâce à RIOT-START !

Avec RIOT-START, recrutez un black bloc pour faire le sale travail à votre place plutôt que de risquer une arrestation ou un oeil crevé !

Plutôt que de prendre des risques inutiles et d'assumer vos positions politiques, faites confiance à notre service d'entrepreneurs qui va vous simplifier la vie.

Comment ça marche ?

Connectez vous à l'appli RIOT-START et vous pourrez trouver le candidat idéal : physique, profil sympathique !
Tous les genres et tous les âges sont disponibles ; il est possible qu'il y ait quelques délais de traitement aux alentours du 1er mai.

Gardez confiance en votre auto-entrepreneur puisqu'il est noté en permanence par la communauté ! Une satisfaction à nulle autre pareille !

Les offres:

15 euros : Offre « Starter »

L'offre de base comprenant l'équipement minimal :

- Une paire de lunette de piscine
- Un masque de chantier FFP2
- Un sweat à capuche noir
- Une paire de gants pour éviter de laisser des traces

30 euros : Offre « Power »

Pour rendre la manifestation plus festive et en plus de l'offre « Starter » :

- Un masque à gaz de qualité supérieure volé pour vous à Castorama
- Une batterie de feux d'artifice et notamment les biosons 4 de notre enfance, qui rendront nostalgiques nos amis les CRS
- Pour l'avatar « homme » : une coquille santé qui préservera les parties génitales des lanceurs de balles de défense lancées par nos partenaires sociaux préférés.
- Des chaussures Samba de marque Adidas, notre partenaire gracieux. Cela vous changera des chaussures de marche Décathlon.

45 euros : Offre « Premium »

En sus de l'offre « Power » seront joints :

- Un casque de première qualité
- Des protège-tibias permettant d'aller au contact des respectables forces de l'ordre
- Un superbe cocktail molotov financé par la @fondationTotal, entreprise vertueuse qui veille à garantir un soutien à tous les humanistes de ce monde

Avec tout cet équipement, vous pourrez envoyer votre avatar combattre sans problème pour l'anarchie et la révolution sociale !

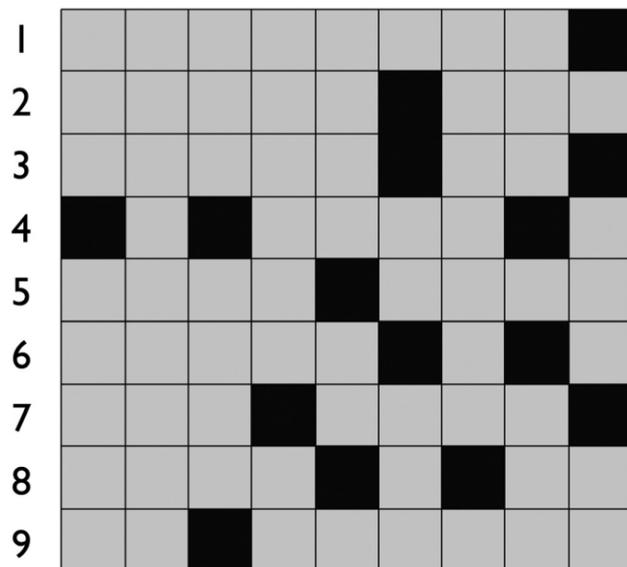
Horizontal :

- 1 : Ne joues pas leur jeu le 26 mai (s')
- 2 : Pause / Il est aussi plein quand il y en a ras-le-bol
- 3 : Dessus de lit / Énoncé
- 4 : Colère populaire
- 5 : Fait écran / Le père de mon oncle
- 6 : Marque déposée
- 7 : Label / Voyage
- 8 : Vallée industrielle outre Rhin / Pas dit
- 9 : Section de recherche / S'affaiblit (s')

Vertical :

- I : Beau parleur / Tyrans
- II : Pas un samedi sans y passer
- III : Début du spectacle / Lac celte
- IV : Se faire une toile / Encore
- V : Fini retraitée / Relie
- VI : Vieille appellation / Sous la couronne
- VII : Nouvel ordre mondial
- VIII : Monnaie / Ont pris la tour Eiffel
- IX : Fausse bonne idée ? / Démonstratif

I II III IV V VI VII VIII IX



LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME ! COTISEZ À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ !

Permanences pour se rencontrer, demander de l'aide ou proposer des coups de main :
premier jeudi de chaque mois, 19h, à la Lutrine (91 rue Montesquieu 69007 Lyon)

Contact: 06 43 08 50 32 / caissedesolidarite@riseup.net

mai 2019

LES BRÈVES DU BISTROT 7

Depuis le CRA de Saint Exupery

Le week-end du 13 avril, six personnes ont tenté de s'évader du CRA, trois y sont parvenus, les trois autres ont été rattrapés et copieusement tabassés par les flics. Le lundi suivant, une personne incarcérée a tenté de se suicider et dans la foulée certains détenus ont lancé un appel à l'aide depuis l'intérieur. Nous le relayons ici:

« Ok donc y a deux jours y en a qui ont essayé de faire une tentative de s'évader. Il y en a trois qui ont réussi et trois qui se sont fait attraper, ont été grave blessés. Ils ont été quarante-huit heures en garde à vue et ils ont passé en quarante-huit heures et aujourd'hui ils rentrent au centre, et aujourd'hui il y a quelqu'un tout à l'heure qui a monté sur la porte où il y a le barbelé. Et il s'est suicidé avec le barbelé. Et il s'est étranglé avec le barbelé. Et la police ils ont rien fait, c'est nous qu'on l'a descendu. La police ils ont mis à peu près 25 minutes juste pour ramener une échelle. Ils étaient même pas loin, à 200 ou 300 mètres. Nous on a voulu le récupérer malgré tout y a les portes entre nous, donc on s'est grimpé tout le monde et on a essayé de descendre mais sauf que eux ils nous a gazé ils nous a frappé ils nous a violé, laisse tomber. Ici tout le monde ils ont pétié un plomb, tout l'monde ils ont commencé à brûler, brûler les chambres, à brûler les matelas, à brûler tout. Donc ici les gens ils sont traités comme des chiens, si il y a moyen de nous aider, ici on

est des êtres humains on est pas des animaux, voilà notre seul délit qu'on a pas de papier, c'est notre seul délit notre seul problème dans cette vie. Vous pouvez appeler les associations, ou appeler les médias ou appeler les journalistes, ou toutes les personnes qui sont là pour l'humanitaire, pour de vrai, il faut qu'ils soient là pour nous, pas de cinéma, pas de spectacle, pas de théâtre, ici c'est des êtres humains, on n'a pas besoin de théâtre, on n'a pas besoin de spectacle, on a besoin des gens qui luttent pour nous. C'est un message d'au secours Voilà c'que j'veux dire, et c'est pour ça que aujourd'hui, vraiment, y en a un qui s'est suicidé, y a même pas 20 minutes ou 25 minutes, y a du sang partout, y a des gens ici qui sont prêts à faire même plus que ça parce qu'on est traité comme des chiens. C'est pour ça on fait appel à tout l'monde, c'est un appel au secours ça. Là en ce moment on essaie de se calmer mais malheureusement il nous a fermé mais c'est brûlé, y a des chambres qu'ont déjà brûlé, malheureusement y a rien on n'a pas le choix, si on reste ici on va mourir brûlés, ou on va s'étouffer avec la fumée. Les gens ici ils peuvent plus en faite c'est, c'est, c'est... pire que la prison ici, c'est la prison politique c'est pas la prison humanitaire ici, c'est pas un centre de rétention, c'est la prison, c'est même pas la prison, je sais pas c'que c'est. Faut aider ces gens-là, aujourd'hui on est des êtres humains, des étrangers, il faut les aider. »



Tasqut bes : « La chute et rien d'autre »

Derrière cette version plus frontale du « monde ou rien », le slogan du mouvement contre la loi travail en France, le peuple soudanais s'est soulevé une nouvelle fois contre le régime de son désormais ex-dictateur, Omar el-Bechir.

Depuis décembre, et après plusieurs situations insurrectionnelles entre 2013 et 2016, un mouvement révolutionnaire de grande ampleur s'est construit au Soudan en réaction, notamment, à l'énorme augmentation du prix du pain. Des centaines de milliers de personnes ont pris la rue, dans la ville ouvrière et historiquement très syndiquée d'Atbara par exemple, des manifs monstrueuses ont complètement débordé la police des rassemblements massifs virent le jour un peu partout dans le pays, et notamment à Khartoum, la capitale.

Le chef de l'Etat s'est employé à utiliser tous les coups politiques classiques des gouvernements pour rester en place coûte que coûte face à la révolte. La répression brutale d'abord, la police s'est très vite mise à tirer à balles réelles dans les manifestations et carte blanche a été donnée aux Rapide Special Force (RSF), des milices d'Etat qui ont plusieurs fois été auteures de rafles de présumés activistes sans que parfois les kidnappés ne redonnent de nouvelles. De sa main gauche, Bechir a tenté de rassurer son monde, en remplaçant entièrement le gouvernement d'abord le 22 février, puis en laissant, officiellement au

moins, les rênes de son parti à son adjoint le 1er mars. Par ailleurs il reconnaît certaines revendications légitimes et s'engageant à des réformes économiques, sans d'ailleurs annoncer concrètement de quoi il en retourne.

Il est de toute façon trop tard pour essayer de berner les révolutionnaires dont les revendications sociales se sont très vite doublées d'un impératif politique, la chute du régime et du dictateur. Début avril de nouvelles manifestations – qui deviendront des occupations – massives ont lieu à Khartoum et visent le QG de l'armée, le but est de faire craquer les militaires, le dernier fil qui retient Bechir à son trône. Sous pression, ces derniers se retournent contre leur ancien allié, et annoncent coup sur coup son arrestation, son remplacement par le ministre de la défense Awad Ibn Ouf et la mise en place d'une vague période de transition de deux ans sans élections ; un couvre feu est prononcé par ailleurs pendant plusieurs mois. Tout changer pour que rien ne change, on connaît la chanson, l'armée tente désespérément de maintenir un régime oligarchique à flot et incite tout le monde à rentrer chez soi en échange du scalp du dictateur. Personne n'est dupe, et l'occupation continue, 24h après son arrivée au pouvoir Ibn Ouf démissionne et laisse la main à un autre militaire qui lui, lève le couvre feu et promet de remettre le pouvoir aux civils. Alors, c'est fini, c'est gagné ?

Non bien entendu, la pression sur les militaires est toujours de mise et le mouvement vie sans doute un moment crucial où il pourrait à tout moment se faire « voler » la révolution. Cependant la chute de deux anciennes têtes du régime en deux jours et la libération des prisonniers politiques – obtenue le 13 avril – constituent clairement des victoires fortes. L'occupation des abords du QG de l'armée continue et, dans la bonne ambiance générale, chacun restent aux aguets. Au milieu des danses et des chants, chaque arrivant est ainsi fouillé pour vérifier qu'il ne porte pas d'arme dans le but d'attaquer des manifestants; un refrain est alors repris en cœur :

"We know that you're our brother

But we have to inspect you"

" We will catch you Koaz (nom péjoratif pour désigner les islamistes)

We will catch you infiltrator"

Quoi qu'il en soit ce mouvement très soutenu dans le pays qui touche des milieux très divers -des supporters de foot aux médecins- nous enthousiaste et résonne tout particulièrement dans nos caboches après cinq mois de mobilisation GJ démarrée sur une histoire de taxe du gasoil et qui réclame aujourd'hui à l'unisson la destitution du pouvoir en place.

Depuis quelques années, (au moins depuis l'expulsion de calais) des soudanais sont expulsés vers le soudan.

En janvier 2015, la France a été condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour le renvoi de deux Soudanais. Plusieurs Soudanais, expulsés de France, ont été torturés à leur arrivée à Khartoum, fin 2017.

Selon le New York Times, ces expulsions auraient été permises par la collaboration entre la France et les autorités soudanaises, dont des représentants se seraient rendus dans les centres de détention.

INFOS DANS L'RÉTRO

La crapulerie, c'est jamais fini. Après s'être fait envoyer à l'hôpital par les flics fin mars, la niçoise Geneviève Legay a été comme mise à l'isolement. Quasi-impossible de la visiter à l'hôpital pour ses proches, encore moins la presse, son avocat s'est aussi plaint publiquement de la difficulté de rencontrer sa cliente. De son côté le préfet, qui avait menti en assurant sans trembler qu'aucun policier n'avait touché la dame, a nommé la sûreté départementale pour mener l'enquête dont la cheffe est, devinez quoi, la compagne du commissaire chargé du commandement ce jour-là. Le dépaysement de l'affaire a été aussitôt demandé.

Mi-avril, une quinzaine de personnes se donnent rendez vous pour fabriquer une banderole pour la manif du lendemain. Les flics arrivent sur les lieux et embarquent tout le monde en garde à vue. La criminalisation des gilets jaunes se poursuit, comme les distributions à tour de bras des « participation à un attroupement formé en vue de commettre des violences »

Tout le monde s'en était rendu compte, mais des documents viennent aujourd'hui le prouver : les pratiques policières sont racistes. Le défenseur des droits J. Toubon a ainsi révélé que des consignes visant à contrôler en priorité les « bandes de noirs et de nord-africains » avaient circulé dans certains comico parisiens.

Foucault nous affirmait que l'hôpital est une institution disciplinaire. On a appris en tout cas récemment que la surveillance y tournait à plein régime. Les services de santé enregistrent ainsi les données des gilets jaunes blessés lors des « violences urbaines » dans le fichier SIVIC, destiné aux événements faisant de nombreuses victimes. Plusieurs médecins ont dénoncé ces consignes de fichage, d'autant que le ministère de l'intérieur a légalement accès aux données du fichier en question.

Une grève qui s'arrête, c'est toujours un peu triste. Les éboueurs ont repris le travail dans l'agglomération lyonnaise après trois semaines de blocage. Ils ont tout de même obtenu de nettes améliorations de conditions de travail, et surtout l'attaque en justice de l'employeur contre dix salariés grévistes sous prétexte d'entrave à la liberté de travailler s'est soldé par un échec cuisant pour la direction.

Deux journalistes de Taranis news se sont fait arrêter pendant l'acte 23 des GJ à Paris, Alexis Craland et Gaspard Glanz, ce dernier a d'abord été interdit de couvrir les manifs jusqu'à son procès en octobre, avant que son contrôle judiciaire ne soit levé. Par ailleurs, David Dufresne rappelait récemment que 10% des actes de violence policière qu'il avait recensé concernait des journalistes. Étant donné leur statut bien privilégié par rapport aux autres manifestants, ça en dit long sur le « roue librisme » total de la répression de ce mouvement.

